

---

# a

## FIDA

### FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

#### Conseil d'administration – Quatre-vingtième session

Rome, 17-18 décembre 2003

## RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT

### Ressources disponibles pour engagement

1. Le Conseil d'administration trouvera pour son information, aux annexes I et II du présent document, une estimation des ressources engageables au titre du Programme ordinaire du FIDA au 30 novembre 2003.
2. Conformément aux pratiques comptables en vigueur, les entrées nettes sont utilisées immédiatement pour compenser le solde non couvert au titre du pouvoir d'engagement anticipé (PEA). Comme il ressort de l'annexe V, le montant reporté au 31 décembre 2002 au titre du PEA se chiffre à 277,8 millions de USD. Pour la période de janvier à novembre 2003, les engagements de prêts et de dons se sont montés à 184,0 millions de USD et les entrées nettes sont estimées à 289,1 millions de USD. Le montant reporté au titre du PEA serait donc fin novembre 2003 ramené à 172,7 millions de USD. Il est proposé de recourir au PEA pour couvrir le montant des prêts et des dons présentés à la session de décembre du Conseil d'administration, soit 243,3 millions de USD. En supposant que les entrées nettes estimées à 96,9 millions de USD pour décembre 2003 indiquées à l'annexe V se réalisent, la direction estime que le report net au titre du PEA se chiffrera au 31 décembre 2003 à 319,1 millions de USD, ce qui est inférieur au plafond global de 400 millions de USD fixé pour l'année. Ainsi, l'utilisation nette du PEA, qui s'est chiffrée à 153,7 millions de USD en 2001 et 124,1 millions de USD en 2002, atteindra selon les projections 41,3 millions de USD en 2003, marquant une tendance à la baisse des nouveaux recours au PEA.
3. Compte tenu de ces pratiques comptables, comme indiqué à l'annexe I, les ressources nettes disponibles pour engagement étaient égales à zéro au 30 novembre 2003.
4. L'annexe II présente un état détaillé, au 30 novembre 2003, des contributions des États membres spécifiquement exclues des ressources engageables.

5. L'annexe III présente un état détaillé des prêts et des dons approuvés par le Conseil d'administration à ses soixante-dix-huitième et soixante-dix-neuvième sessions en avril et en septembre 2003.

6. L'annexe IV détaille les propositions de prêts et de dons soumises à la présente session du Conseil d'administration, qui représentent au total environ 168,4 millions de droits de tirage spéciaux (DTS). Aux taux de change en vigueur au 30 novembre 2003, cette somme équivaut à quelque 243,3 millions de USD.

7. L'annexe V présente les ressources engagées au titre du PEA en 2002 et 2003. Elle fournit également une analyse des flux nets durant la période d'utilisation du PEA, comme l'avait demandé le Conseil d'administration à sa soixante-quinzième session, et fait en outre apparaître les entrées nettes prévues jusqu'au 31 décembre 2003.

### **Le pouvoir d'engagement anticipé et son plafond**

8. Étant donné que les ressources disponibles pour engagement au 30 septembre 2003 ne sont pas suffisantes pour couvrir le montant prévu des prêts et des dons qui doivent être approuvés à la présente session du Conseil d'administration, il sera fait appel au PEA, conformément aux dispositions du paragraphe III.17 de la résolution 119/XXIV du Conseil des gouverneurs et comme recommandé au paragraphe 14 ci-après.

9. Le Conseil des gouverneurs a autorisé le recours au PEA à sa vingtième session en février 1997. Le PEA a pour objet de compenser, au moment de l'approbation de prêts et de dons, les déficits de ressources engageables qui peuvent apparaître au cours d'une année donnée du fait de retards dans le versement des contributions, de la volatilité du produit des placements et/ou de retards dans les paiements et remboursements afférents aux prêts octroyés par le Fonds.

10. Lorsque le PEA a été adopté, aux fins de la quatrième reconstitution, il a été plafonné à 450 millions de USD sur l'ensemble de la période considérée. Cela correspondait à l'époque à trois années de rentrées de prêts.

11. En vertu de la résolution 119/XXIV relative à la cinquième reconstitution des ressources adoptée le 31 juillet 2000, le PEA a été prorogé d'un an à compter de la fin de la période de la cinquième reconstitution, c'est-à-dire jusqu'au 19 février 2005. Aux termes de cette même résolution, il appartient au Conseil d'administration de déterminer le montant cumulé des ressources disponibles au titre du PEA.

12. Les modalités d'utilisation du PEA durant la période de la cinquième reconstitution, qui va du 20 février 2001 au 19 février 2004, sont énoncées dans le document GC 24/Res.119/XXIV/Rev.1. Elles habilite le Conseil d'administration à fixer le montant maximum disponible au titre du PEA durant la période de reconstitution. À cet égard, le rapport de la Consultation sur la sixième reconstitution des ressources du FIDA, entériné par le Conseil des gouverneurs en février 2003, fait observer que "le point de vue selon lequel le plafond du recours au PEA durant la période correspondant à la sixième reconstitution des ressources devrait reposer sur les mêmes principes que durant les périodes de la quatrième et de la cinquième reconstitutions, à savoir un plafond correspondant à trois ans de remboursements, a reçu un écho favorable". Sur la base des rentrées de prêts estimées pour les trois prochaines années, le plafond serait donc de l'ordre de 540 millions de USD. Toutefois, lors de la Consultation, il a également été souligné qu'il fallait s'efforcer de maintenir le recours effectif au PEA en deçà de ce plafond. Dans cet esprit, le document relatif au programme de travail et budget administratif du FIDA pour l'année 2003, approuvé par le Conseil des gouverneurs en février, mentionne "un plafond global de 400 millions de USD prévu pour le PEA en 2003".

13. Dans le tableau figurant à l'annexe V, il convient de noter que le total des entrées nettes pour la période de janvier à novembre 2003, à savoir 289,1 millions de USD, comprend une somme de 122,8 millions de USD correspondant aux contributions versées par les États membres sur un total de 193,6 millions de USD attendu cette année. Les contributions versées comprennent un montant de 53,9 millions de USD à titre de paiement anticipé de membres pour la sixième reconstitution. Quelques-uns des principaux contributeurs doivent encore effectuer des versements au titre de la cinquième reconstitution, mais ils le feront probablement au début de 2004. Un certain nombre d'autres pays devraient également verser d'ici la fin de l'année des montants qu'il leur reste à régler sur leur contribution à la cinquième reconstitution, conformément aux procédures de règlement habituelles exposées dans la résolution relative à la reconstitution des ressources.

### **Recommandation**

14. Compte tenu de la situation des ressources au 30 novembre 2003, le Conseil d'administration est invité à approuver le recours au PEA comme suit:

Le Conseil d'administration, conformément au paragraphe III.17 de la résolution 119/XXIV adoptée par le Conseil des gouverneurs, notant que le déficit actuel de ressources est estimé à 243,3 millions de USD, du fait que les ressources disponibles pour engagement sont égales à zéro et que les prêts et dons soumis pour approbation se montent à 243,3 millions de USD, approuve un nouveau recours au PEA à hauteur de 243,3 millions de USD. Compte tenu des entrées nettes prévues d'ici la fin de l'année, le montant du report net au titre du PEA devrait s'établir au 31 décembre 2003 à 319,1 millions de USD, ce qui est inférieur au plafond global de 400 millions de USD fixé pour l'année et représente une réduction globale du PEA cumulé d'environ 41,3 millions de USD. Le Conseil d'administration autorise en conséquence le Président à conclure les accords correspondant aux prêts et aux dons qu'il a approuvés à sa quatre-vingtième session en décembre 2003. En outre, le Conseil d'administration prie le Président de lui faire rapport à sa prochaine session et aux sessions suivantes sur le recours au PEA et sur les ressources disponibles pour engagement.



**ÉTAT DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT<sup>1</sup>**  
**AU 30 NOVEMBRE 2003**  
**(en milliers de USD)**

<b>Avoirs en monnaies librement convertibles</b>			
Espèces	180 025		
Placements	2 072 348		
Billets à ordre – États membres	245 358		
Autres sommes à recevoir	112 288		<b>2 610 019</b>
<b>À déduire</b>			
Sommes à payer et obligations échues			(251 536)
Réserve générale			(95 000)
Prêts entrés en vigueur non décaissés	(1 899 102)		
Prêts approuvés, signés mais non encore entrés en vigueur	(248 271)		
Prêts non décaissés	<u>(37 087)</u>		(2 220 460)
Tirages sur des billets à ordre qui n'ont pas été réglés (voir annexe II)			<u>(88 176)</u>
			<b><u>(2 655 172)</u></b>
<b>Ressources disponibles pour engagement</b>			<b>(45 153)</b>
<b>À déduire</b>			
Prêts non encore signés			(112 215)
Dons non encore signés			<u>(15 351)</u>
<b>Ressources nettes disponibles pour engagement avant recours au PEA</b>			<b><u>(172 719)</u></b>
<b>Engagements anticipés reportés au 1<sup>er</sup> janvier 2003</b>	277 780		
<b>PEA approuvé à la soixante-dix-huitième session du Conseil d'administration</b>	77 300		
<b>PEA approuvé à la soixante-dix-neuvième session du Conseil d'administration</b>	99 800		<b>454 880</b>
<b>À déduire:</b>			
Engagements anticipés compensés à ce jour en 2003			<b><u>(282 161)</u></b>
<b>Engagements anticipés reportés</b>			<b><u>172 719</u></b>
<b>Ressources nettes disponibles pour engagement</b>			<b><u>0</u></b>

<sup>1</sup> Calcul réalisé à partir des montants effectifs en ce qui concerne les transactions au titre des prêts et dons ainsi que les contributions. Les autres chiffres sont basés sur les dernières estimations disponibles.

**RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT  
AU TITRE DU PROGRAMME ORDINAIRE DU FIDA  
AU 30 NOVEMBRE 2003**

Montants spécifiquement exclus  
(en milliers de USD)

**PROGRAMME ORDINAIRE DU FIDA**

**Tirages sur des billets à ordre au titre des  
contributions initiales qui n'ont pas été réglés**

Iran	29 358	
Iraq	<u>13 717</u>	
		43 075

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la  
première reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Iraq	31 099	
Qatar	508	
		31 607

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la  
deuxième reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Qatar	5 000	
Mauritanie	<u>2</u>	
		5 002

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la  
troisième reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Corée, R.P.D.	600	
Jamahiriya arabe libyenne	7 857	
Mauritanie	<u>25</u>	
		8 482

**PROGRAMME SPÉCIAL POUR LES PAYS DE  
L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE TOUCHÉS PAR  
LA SÉCHERESSE ET LA DÉSSERTIFICATION**

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la  
première phase qui n'ont pas été réglés**

Mauritanie		<u>10</u>
------------	--	-----------

<b>Total des montants spécifiquement exclus</b>		<b><u>88 176</u></b>
---	--	----------------------

**PRÊTS ET DONS APPROUVÉS AUX SOIXANTE-DIX-HUITIÈME ET  
SOIXANTE-DIX-NEUVIÈME SESSIONS DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION EN 2003**

<b>PRÊTS</b>		
<b>Soixante-dix-huitième session</b>		
Pays	Nom du projet/programme	Équivalent en DTS
Bangladesh	Projet d'appui à la microfinance et de soutien technique	11 900 000
Cameroun	Programme national de développement des racines et tubercules	9 600 000
Tchad	Projet de développement rural du Kanem	9 500 000
Nicaragua	Programme de développement économique dans la région aride du Nicaragua	10 250 000
Sénégal	Projet de développement agricole de Matam – Phase II	9 150 000
<b>Sous-total</b>		<b>50 400 000</b>
<b>Soixante-dix-neuvième session</b>		
Pays	Nom du projet/programme	Équivalent en DTS
Burkina Faso	Programme d'investissement communautaire en fertilité agricole	8 800 000
Éthiopie	Projet de développement des communautés pastorales	14 400 000
Guatemala	Programme national de développement rural – Phase I: région de l'Ouest	21 550 000
Maroc	Projet de développement de l'élevage et des parcours dans l'Oriental – Phase II	4 550 000
Rwanda	Projet de promotion des petites et des microentreprises rurales – Phase II	10 650 000
Turquie	Projet de développement dans la région de Sivas-Erzincan	9 250 000
<b>Sous-total</b>		<b>69 200 000</b>
<b>Total prêts approuvés par le Conseil d'administration à ce jour en 2003</b>		<b>119 600 000</b>

<b>DONS</b>		
<b>Soixante-dix-huitième session</b>		
Institution	Titre	Équivalent en DTS
Centre pour la recherche forestière internationale	Programme visant à améliorer la création de revenus à l'intention des communautés forestières dans le cadre du portefeuille de prêts du FIDA dans la région Asie et Pacifique	655 122
Centre international de la pomme de terre (CIP)	Programme visant à intégrer, amplifier et reproduire des technologies à l'intention de cultivateurs de pommes de terre dont les ressources sont maigres	582 331
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Programme de production biologique de plantes médicinales, aromatiques et tinctoriales sous-utilisées en vue de promouvoir des moyens de subsistance durables en milieu rural en Asie du Sud	1 019 079
Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA)	Programme visant à renforcer les activités de recherche-développement destinées à améliorer la commercialisation des produits du secteur des petits ruminants et la création de revenus dans les zones arides de l'Amérique latine	727 913
Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE)	Programme pour la promotion de la productivité et du commerce des fruits et légumes: Initiative contre la mouche du vinaigre africaine (AFFI)	727 913
Centre international pour le développement des engrais (IFDC)	Programme d'évaluation participative, d'adaptation et d'adoption de technologies de gestion des nutriments respectueuses de l'environnement, destinées aux agriculteurs pauvres en ressources (ANMAT) – Phase II	727 913

## ANNEXE III

IFDC	Programme d'élaboration et de mise en service d'un système d'information et d'aide aux décisions pour la production céréalière dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord	655 122
Marché commun du Cône Sud (MERCOSUR)	Programme d'appui aux institutions et aux actions gouvernementales visant à réduire la pauvreté rurale dans la zone MERCOSUR	582 331
Société andine de développement (SAD)	Programme régional au profit des populations indigènes du Bassin de l'Amazone (PRAIA) – Phase III	582 311
<b>Sous-total</b>		<b>6 250 055</b>
<b>Soixante-dix-neuvième session</b>		
<b>Institution</b>	<b>Titre</b>	<b>Équivalent en DTS</b>
Institut international d'agriculture tropicale (IITA)	Développement participatif, diffusion et adoption de technologies relatives au niébé, pour réduire la pauvreté en Afrique de l'Ouest – Phase II	719 502
Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO)	Recherche adaptative participative et diffusion de technologies rizicoles en Afrique de l'Ouest – Phase II	719 502
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)	Bureau régional pour l'Asie du Sud: Intégration de l'égalité entre les sexes dans les activités de réduction de la pauvreté en Asie: Appui programmatique à l'analyse des politiques, au plaidoyer et à la mise en réseau pour lutter contre les inégalités entre les sexes et la vulnérabilité des femmes	143 900
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Élargissement du programme de stages pratiques d'agriculture sur le terrain en Afrique orientale et australe	784 257
Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP)	Renforcer et relier les organisations des pauvres – tirer les enseignements de l'expérience des organisations de la société civile et des projets du FIDA en Asie	323 775
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	Programme visant à établir un réseau de création et de partage des savoirs dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord (POAN) (Phase I)	719 502
<b>Sous-total</b>		<b>3 410 439</b>
<b>Total dons approuvés par le Conseil d'administration à ce jour en 2003</b>		<b>9 660 494</b>
<b>Total prêts et dons approuvés par le Conseil d'administration à ce jour en 2003</b>		<b>129 260 494<sup>1</sup></b>

<sup>1</sup> Équivalant à quelque 177,62 millions de USD aux taux de change en vigueur au 31 mars et au 26 août 2003 pour les soixante-dix-huitième et soixante-dix-neuvième sessions, respectivement.

**PROPOSITIONS DE PRÊTS ET DE DONS PRÉSENTÉES À LA QUATRE-VINGTIÈME  
SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION**

<b>PRÊTS PROPOSÉS</b>			
<b>Pays</b>	<b>Nom du projet/programme</b>	<b>Équivalent en USD<sup>1</sup></b>	<b>Équivalent en DTS</b>
Algérie	Projet de développement rural des zones montagneuses du nord de la Wilaya de M'Sila	17 554 976	12 150 000
Cambodge	Projet de réduction de la pauvreté rurale dans les provinces de Prey Veng et Svay Rieng	15 676 665	10 850 000
Guinée	Projet d'appui au développement rural de Basse Guinée Nord	14 376 298	9 950 000
Inde	Projet d'amélioration des moyens d'existence dans l'Himalaya	40 311 426	27 900 000
Kenya	Projet de développement communautaire dans le district du Nyanza Sud	15 748 908	10 900 000
Madagascar	Programme de promotion des revenus ruraux	14 665 269	10 150 000
Mauritanie	Programme de développement durable des oasis	11 414 346	7 900 000
Mexique	Projet de renforcement du Plan national pour les microbassins versants	15 170 967	10 500 000
République de Moldova	Projet de relance agricole	14 881 997	10 300 000
Mozambique	Programme d'appui au financement rural	9 608 279	6 650 000
Pakistan	Programme de développement communautaire	22 034 024	15 250 000
Sierra Leone	Projet de relèvement et de réduction de la pauvreté à assise communautaire	8 524 638	5 900 000
Soudan	Projet de rétablissement de moyens de subsistance durables dans la région du Gash	25 212 702	17 450 000
Venezuela	Projet de développement rural durable dans les zones semi-arides des États de Falcón et de Lara (PROSALAFI II)	15 026 482	10 400 000
<b>Sous-total</b>		<b>240 206 977</b>	<b>166 250 000</b>

<b>DONS PROPOSÉS</b>			
<b>Institution</b>	<b>Titre</b>		
Association africaine de crédit rural et agricole (AFRACA)	Programme de développement de l'AFRACA 2004-2007	1 160 000	802 852
Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA)	Optimisation par les communautés de la gestion des faibles ressources en eau à des fins agricoles en Asie de l'Ouest et en Afrique du Nord	1 000 000	692 112
Coalition internationale pour l'accès à la terre	Don d'assistance technique en faveur de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, à l'appui de ses programmes, activités de partenariat et services	500 000	346 055
Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Ouest (ROPPA)	Programme de soutien au renforcement des capacités du ROPPA	400 000	276 844
<b>Sous-total</b>		<b>3 060 000</b>	<b>2 117 867</b>
<b>Total</b>		<b>243 266 977</b>	<b>168 367 863</b>

<sup>1</sup> Calculé au taux de conversion USD/DTS du 30 novembre 2003, soit 1,44485, sur la base des montants effectifs exprimés en DTS pour les prêts déjà négociés et des montants exprimés en USD pour les prêts non encore négociés et pour les dons.

**UTILISATION DU PEA**

<b>2002</b>	
	(millions de USD)
<b>1) Report PEA de la période précédente</b>	<b>153,7</b>
2) Utilisation nette du PEA*	124,1
<b>3) Report PEA</b>	<b>277,8</b>

\* Différence entre le montant des prêts et des dons approuvés par le Conseil d'administration, soit 388,1 millions de USD plus un engagement supplémentaire de 7,9 millions de USD au titre des dons, moins le montant net des entrées en 2002, soit 271,9 millions de USD.

<b>2003</b>			
	(millions de USD)		
	2003 Estimations janvier à novembre <sup>1</sup>	2003 Estimations décembre <sup>2</sup>	2003 janvier à décembre
<b>1) Ressources disponibles en début de période</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Analyse des flux</b>			
Rentrées de prêts	163,4	18,6	182,0
Annulations de prêts	15,7	19,3	35,0
Contributions des membres	122,8	70,8	193,6
Produit des placements	77,8	0	77,8
Dépenses administratives, AMACS, PTS, MFDP	(74,2)	(11,8)	(86,0)
Transferts pour l'Initiative PPTE	(27,0)		(27,0)
Variations nettes de change	(2,3)	0	(2,3)
Versement de contributions exclues	12,9	0	12,9
<b>2) Total des flux nets</b>	<b>289,1</b>	<b>96,9</b>	<b>386,0</b>
Prêts et dons approuvés au titre du PEA (EB 78)	77,3		77,3
Prêts et dons approuvés au titre du PEA (EB 79)	99,8		99,8
Prêts et dons proposés au titre du PEA (EB 80)		243,3	243,3
<b>3) Montant total brut du PEA approuvé par le Conseil d'administration</b>	<b>177,1</b>	<b>243,3</b>	<b>420,4</b>
<b>4) Engagements au titre des prêts et des dons<sup>3</sup></b>	<b>(184,0)</b>	<b>(243,3)</b>	<b>(427,3)</b>
<b>5) Montant du PEA compensé pendant la période</b>	<b>(282,2)</b>	<b>(96,9)</b>	<b>(379,1)</b>
<b>Ressources disponibles en fin de période (=1+2+3+4+5)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>6) Montant reporté au titre du PEA (=3+5+(période précédente))</b>	<b>172,7</b>	<b>319,1</b>	<b>319,1</b>
<b>Utilisation nette du PEA (=3+5)</b>	<b>(105,1)</b>	<b>146,4</b>	<b>41,3</b>

AMACS = Assurance maladie après cessation de service

EB = Conseil d'administration

Initiative PPTE = Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

MFDP = Mécanisme de financement du développement des programmes

PTS = Programme de transformation stratégique

<sup>1</sup> Sur la base des chiffres effectifs jusqu'à mars 2003. D'avril à novembre 2003, sur la base des opérations effectives au titre des prêts et des dons, des contributions et des placements. Les autres chiffres correspondent aux dernières estimations disponibles.

<sup>2</sup> L'estimation du report repose sur un certain nombre d'hypothèses, concernant par exemple le produit des placements et les contributions qui seront versées par les gros donateurs.

<sup>3</sup> Y compris les dons approuvés directement par le Président.